

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE & BÂTIMENT DURABLE

BILAN ANNUEL 2020



Vue d'ensemble

Bourgogne-Franche-Comté

France

Contexte économique	2019	Évolution	2020	2019	Évolution	2020
Logements mis en chantier Situation à fin d'année (évol 1 an), en date réelle estimée - Sitadel	10 533 lgts	▲ +7,7%	11 200 lgts	405 000 lgts	▼ -6,9%	376 700 lgts
Potentiel de logements	Taux			Taux		
Logements vendus ou loués avec un DPE ≥ D Part à fin 2020 - Ademe	70%					
Logements vacants RP 2017 - Insee	10%			8,2%		
Dispositifs d'incitation	2019	Évolution	2020	2019	Évolution	2020
Montant des travaux CITE* Bilan à fin d'année – DGFIP Travaux en 2019 – déclaration en 2020	282 M€	▲ +13%	319 M€		-	
Nombre d'Éco-PTZ Bilan à fin d'année - SGFGAS	2 306 prêts	▲ +22%	2 818 prêts	35 213	▲ +92%	41 803 prêts
Rénovations Habiter Mieux Sérénité Situation à fin d'année Cumul 12 mois (évol 1 an) – DREAL/ANAH	2 501 lgts	▼ -3,5%	2 413 lgts		-	41 260 lgts
Ma Prime Rénov' Situation à fin d'année Cumul 12 mois DREAL/ANAH		-	7 621 lgts		-	141 143 lgts
Nombre d'Éco-PLS Bilan à fin d'année - DHUP	1 561 prêts	▲ +15%	1 802 prêts	48 050 prêts	▲ +18,5%	56 973 prêts
Labellisations énergétiques	2019	Évolution	2020	2019	Évolution	2020
Logements avec demande de labellisation >RT 2012 Bilan à fin d'année – Cerqual Sitadel	813 lgts	▲ +26%	1 022 lgts	43 361 lgts	▼ -6%	40 841 lgts
Nombre de logements engagés dans une démarche de qualité environnementale Bilan à fin d'année - Cerqual	978 lgts	▲ +11%	1 102 lgts	56 973 lgts	▲ +17%	64 753 lgts
	Taux			Taux		
Part de bâtiments tertiaires engagés dans une labellisation énergétique Bilan 2007-2020 par rapport aux surfaces autorisées - Effinergie	1,1%			4,1%		
Mobilisation des entreprises	2019	Évolution	2020	2019	Évolution	2020
Part d'établissements RGE Bilan fin d'année – DHUP Insee	16,9%	▼ -0,6 pts	16,3%	8,9%	▼ -0,1pts	8,8%
Nombre d'établissements RGE Bilan à fin d'année - DHUP	3 512 étbts	▼ -1,4%	3 465 étbts	55 650 étbts	▼ -1%	55 072 étbts

Sommaire

L'environnement **socioéconomique**

p. 4

Les leviers à la transition énergétique dans le Bâtiment

p. 6

La mobilisation **des professionnels**

p. 16

La crise sanitaire entraîne un recul conséquent de l'activité

Evolution de l'activité d'entretien rénovation par rapport au même trimestre de l'année précédente



En raison des différents confinements, l'activité du Bâtiment s'est contractée en 2020 et ce particulièrement dans le segment de l'entretien-rénovation.

Fort retrait de l'activité d'entretien-rénovation

L'activité s'est repliée au premier semestre lors du premier confinement. L'impact est moindre mais néanmoins présent lors du confinement de fin d'année.

La construction neuve résiste mieux notamment pour les logements. Les mises en chantier de ceux-ci ont augmenté de 7,7% en 2020 par rapport à 2019. L'évolution est inverse pour les locaux avec un recul des mises en chantier (-5,6%) notamment pour les locaux commerciaux.

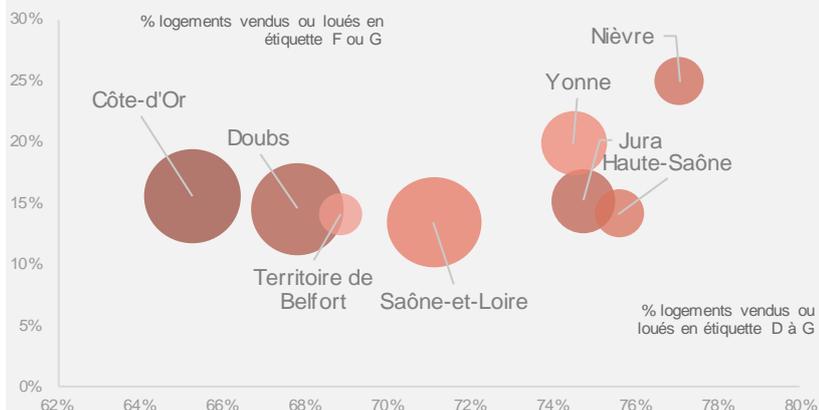
Evolution des mises en chantier de logements et de locaux par rapport à 2019

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin décembre 2020 Evol 1 an		
Total logements <u>commencés</u>	11 200 lgts	+7,7%	▲
Dont individuels purs	4 300 lgts	-3,7%	▼
Dont individuels groupés	1 100 lgts	+8,8%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	5 900 lgts	+17,7%	▲
Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2020 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	1 018 mill. m²	-5,6%	▼
Bâtiments agricoles	331 mill. m²	-11,1%	▼
Secteur privé non agricole	545 mill. m²	-1,9%	▼
Dont locaux industriels	135 mill. m ²	-9,9%	▼
Dont commerces	88 mill. m ²	-17,6%	▼
Dont bureaux	95 mill. m ²	+28,1%	▲
Dont entrepôts	156 mill. m ²	-5,2%	▼
Dont autres locaux	72 mill. m ²	+18,3%	▲
Secteur public	141 mill. m²	-5,7%	▼

Un potentiel de logements à rénover encore important

Représentation des logements mis en vente ou en location énergivores et très énergivores selon les départements

Unité : nombre de logements mis en vente ou en location
Sources : CERC / Observatoire DPE - ADEME



Taille des bulles proportionnelle au nombre de logements mis en vente ou en location en étiquette D à G

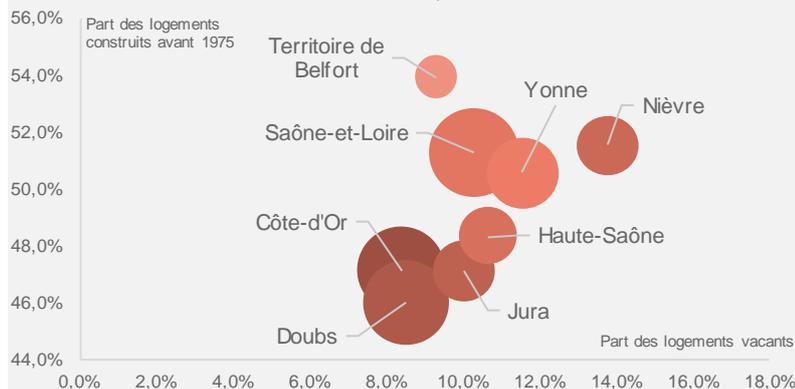
Les Diagnostics de Performance Énergétique (DPE) permettent de visualiser l'état général du parc de logements en matière d'efficacité énergétique.

De fortes disparités départementales

La Haute-Saône, le Jura, la Nièvre et l'Yonne se distinguent avec une part de logements avec une étiquette supérieure ou égale à D plus élevée que les autres départements. La vacance est également une problématique à prendre en compte notamment dans la Nièvre et dans l'Yonne.

Typologie des départements selon la vacance et l'ancienneté du parc de logements

Unité : ratio nombre de logements
Source : Traitement CERC / INSEE RP 08, INSEE RP 2017



Part des logements vacants

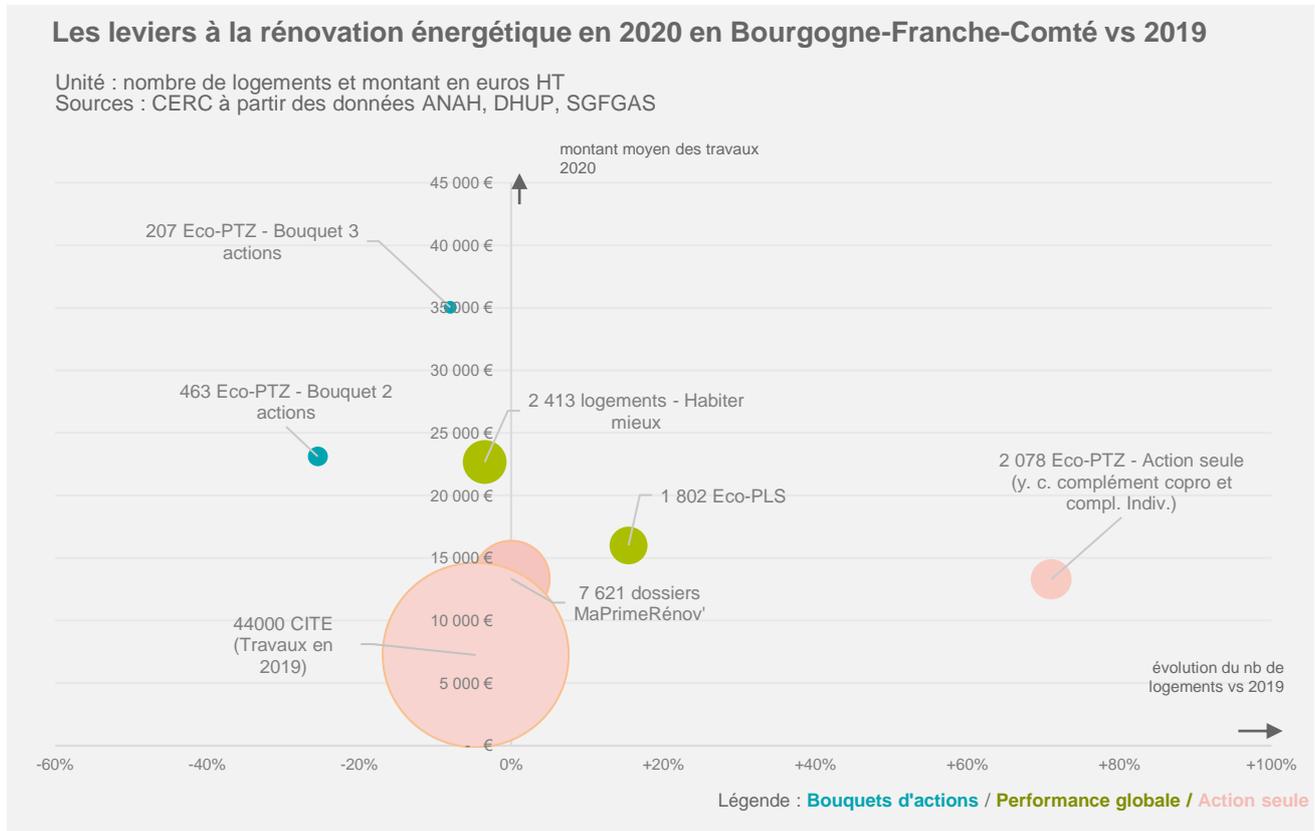
Bourgogne-Franche-Comté	France
10,0%	8,2%

Un logement vacant est un logement inoccupé se trouvant dans l'un des cas suivants :

- proposé à la vente, à la location
- déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation;
- en attente de règlement de succession
- conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés
- gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire (exemple un logement très vétuste...)

Sur le parc existant, des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique différemment sollicités

Le bilan des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique



Ma Prime Rénov' devient l'outil principal des dispositifs d'aide

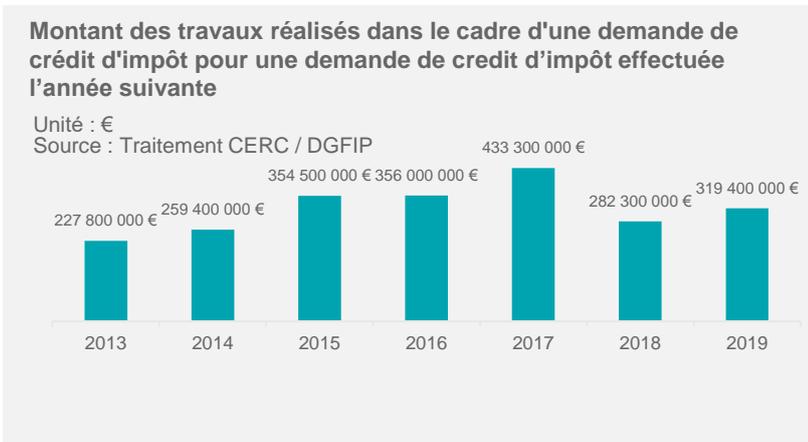
Le dispositif Habiter Mieux Agilité a été supprimé en janvier 2020 et a fusionné avec le CITE (Crédit d'impôt pour la Transition Écologique) pour donner naissance à Ma Prime Rénov'.

Lancé début 2020, MPR est une nouvelle aide globale à la rénovation dont les démarches sont simplifiées pour des rénovations souvent mono-gestes.

En 2020, Ma Prime Rénov' devient le dispositif le plus utilisé par les ménages pour des actions de rénovation énergétique dans leur logement dès sa première année de création.

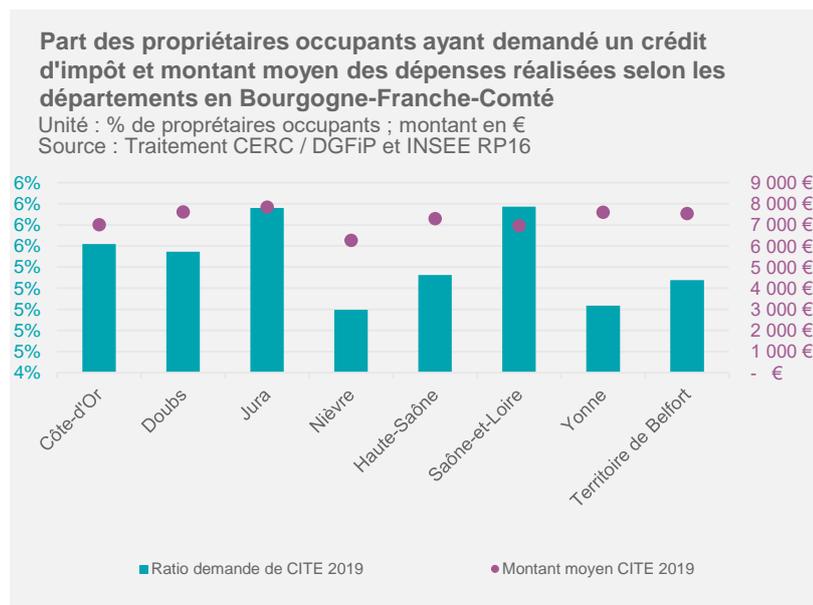
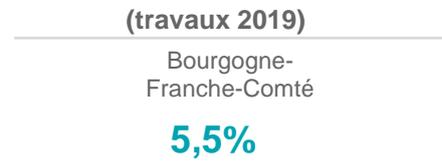
Le dispositif Habiter Mieux Sérénité se maintient en dépit du lancement de Ma Prime Rénov' avec un peu plus de 2 400 logements concernés.

Le CITE en légère hausse en région entre 2018 et 2019



2015 : y compris dépenses réalisées en bouquets de travaux 2014-2015

Ratio du nombre de foyers ayant demandé un crédit d'impôt sur les propriétaires occupants



NB : Demandes de crédit d'impôt effectuées en 2020 pour des travaux réalisés en 2019

En cette dernière année de fonctionnement du CITE et malgré des ménages bénéficiaires moins nombreux, les foyers de la région continuent de solliciter ce dispositif massivement pour un montant plus élevé qu'en 2018.

Une hausse de plus de 13% des travaux réalisés dans le cadre du CITE

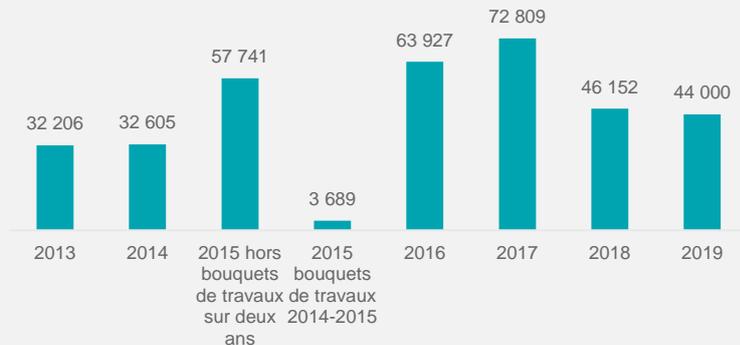
Le montant moyen des travaux augmentent tandis que certaines disparités départementales persistent avec notamment un recours moins courant au CITE dans l'Yonne et le Territoire de Belfort. La Nièvre se distingue par un montant moyen de travaux moins élevé (inférieur à 6 300 €)

A noter, la fin du CITE au 1^{er} janvier 2021 laissant place au dispositif Ma Prime Rénov' étendu à l'ensemble des ménages.

L'isolation thermique principal domaine d'action dans le cadre du CITE

Nombre de foyers ayant obtenu un crédit d'impôt

Unité : nombre de foyers
Source : Traitement CERC / DGFIP



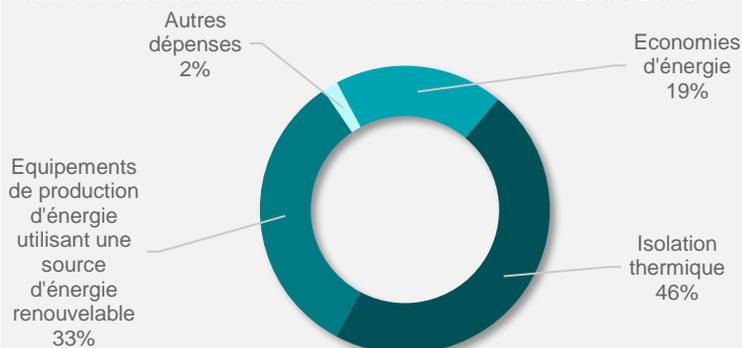
En 2019, ce sont plus de 44 000 de foyers qui ont bénéficié du CITE en Bourgogne-Franche-Comté

Recul de de 4,7% du nombre d'actions réalisées

L'isolation des parois vitrées est l'action la plus répandue avec plus de 17 000 actions réalisées confortant l'isolation thermique comme premier domaine d'intervention. Les appareils de chauffage au bois et les pompes à chaleur air/air suivent avec près de 15 000 actions à elles deux.

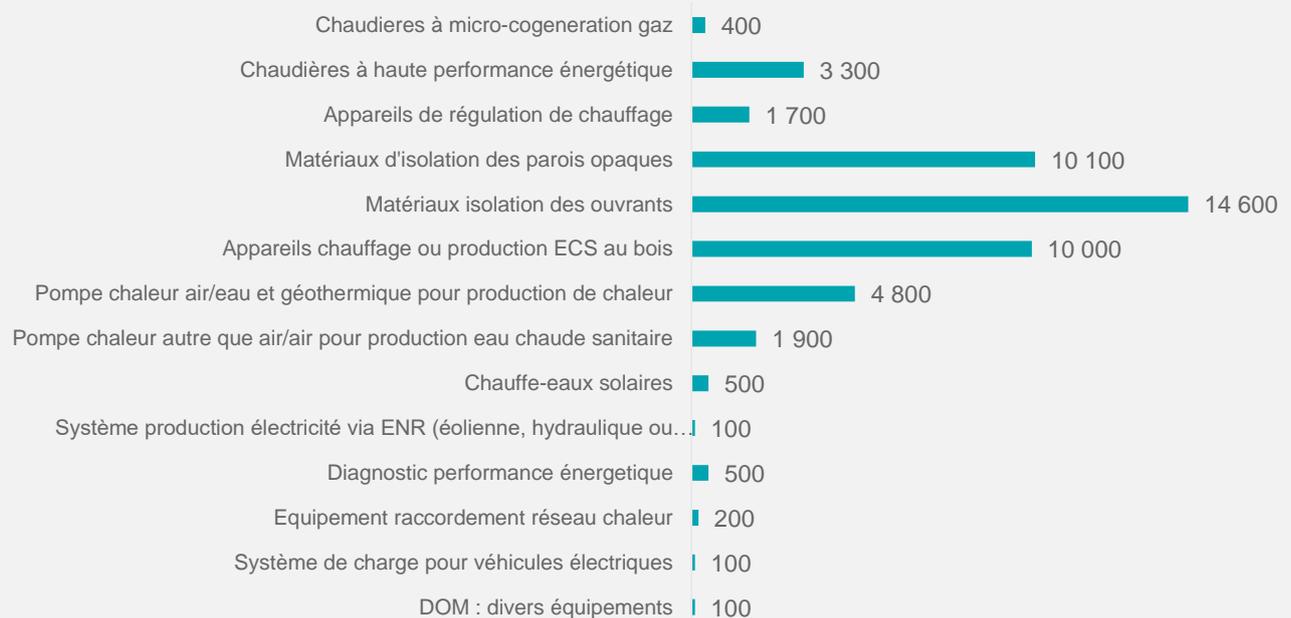
Répartition des actions menées en 2019 (et déclarées en 2020) par les ménages

Unité : nombre d'actions réalisées - Source : Traitement CERC / DGFIP



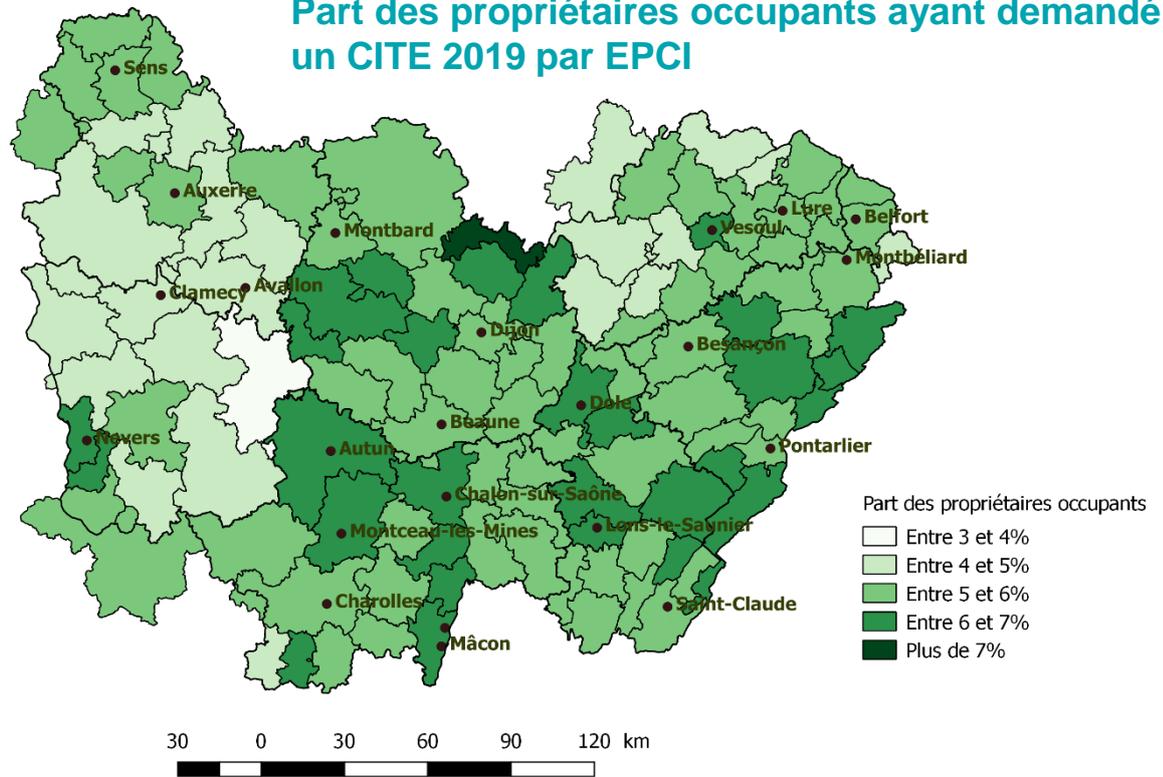
Actions réalisées en 2019 (et déclarées en 2020) par catégorie de travaux

Unité : nombre d'actions réalisées
Source : Traitement CERC / DGFIP

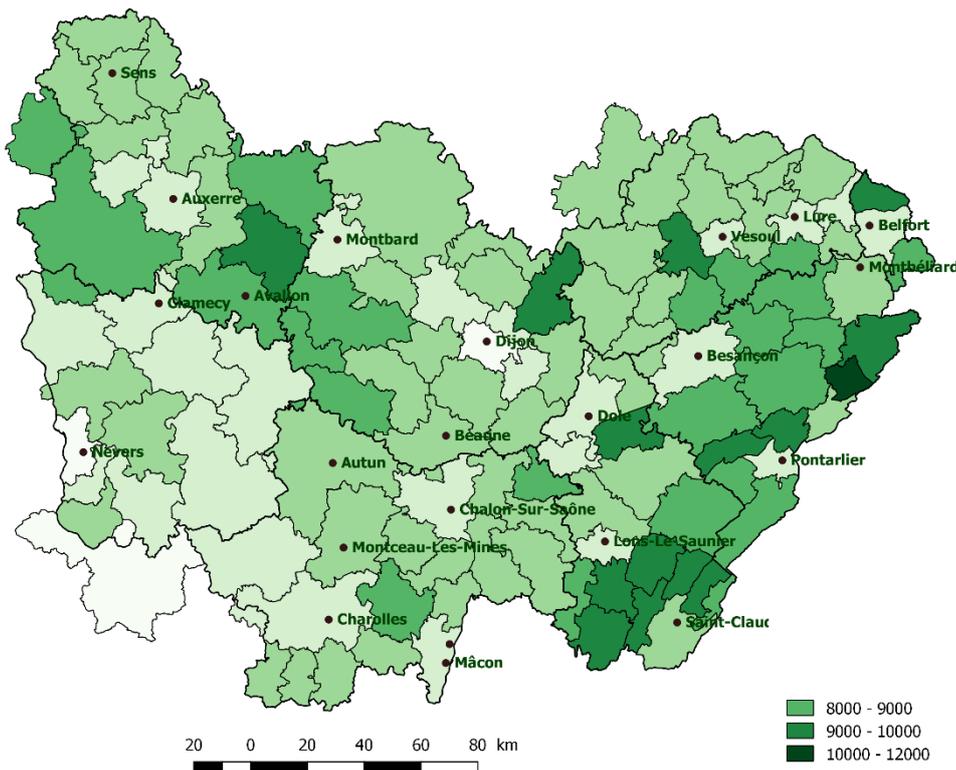


Quelques disparités géographiques pour le CITE

Part des propriétaires occupants ayant demandé un CITE 2019 par EPCI



Montant moyen des dépenses éligibles effectuées par les foyers ayant demandé un CITE 2019 par EPCI



La répartition géographique du recours au CITE laisse paraître certaines disparités.

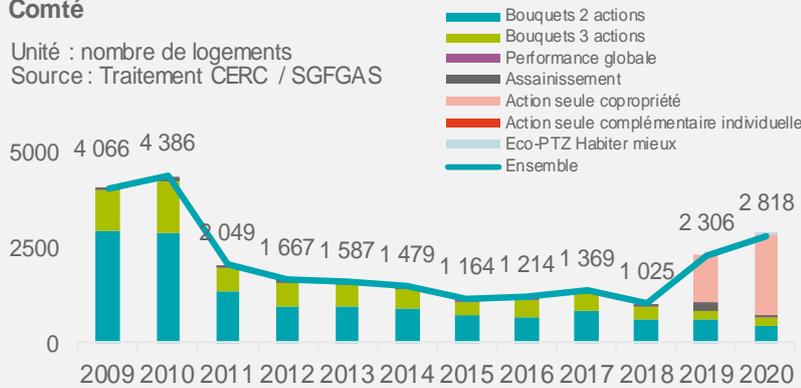
Un recours et un montant moyen non uniformes pour le CITE

Le montant moyen des travaux est moins élevé dans certaines grandes agglomérations (Dijon, Besançon et Nevers notamment).

L'éco-PTZ surtout mobilisé dans sa version la plus simple

Evolution de la distribution d'éco-PTZ en Bourgogne-Franche-Comté

Unité : nombre de logements
Source : Traitement CERC / SGFGAS

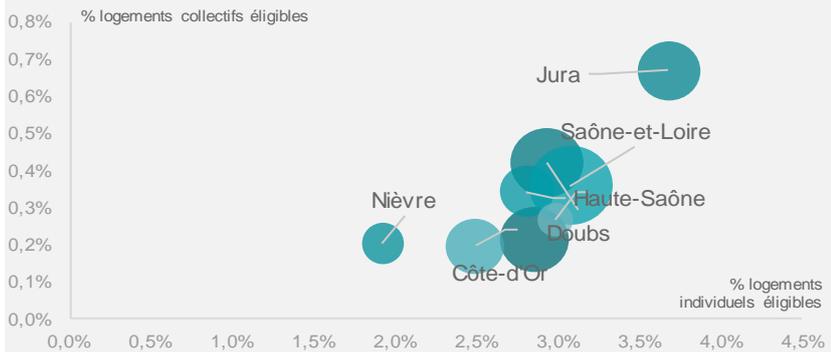


Nombre d'éco-PTZ distribués en 2020 (Evol. 1 an)

Bourgogne-Franche-Comté	France
2 818	41 803
+22%	+19%

Distribution départementale d'éco-PTZ cumulée de 2009 à 2020 en Bourgogne-Franche-Comté

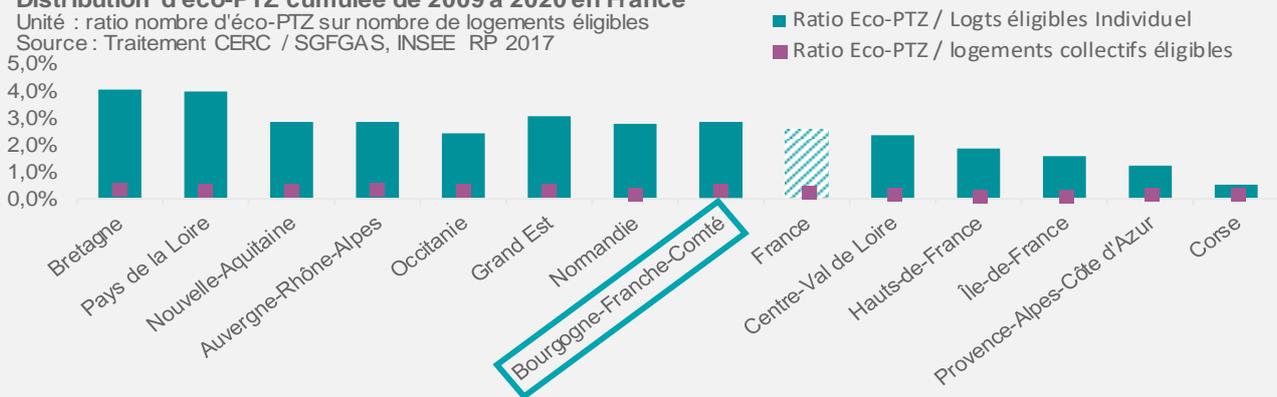
Unité : ratio nombre d'éco-PTZ sur nombre de logements éligibles
Source : Traitement CERC / SGFGAS, INSEE RP 2017



Taille des bulles proportionnelle au nombre d'éco-PTZ distribué depuis 2009

Distribution d'éco-PTZ cumulée de 2009 à 2020 en France

Unité : ratio nombre d'éco-PTZ sur nombre de logements éligibles
Source : Traitement CERC / SGFGAS, INSEE RP 2017



Un dispositif plébiscité par les copropriétés

L'Éco-PTZ est majoritairement utilisés pour des actions seules dans des copropriétés. Seul une petite part des prêts accordés concerne des bouquets de plus de deux actions.

Au niveau départemental, le Jura se démarque par un recours plus fréquent à ce dispositif.

Les rénovations Habiter Mieux Sérénité en légère baisse

Évolution de la rénovation dans le cadre du programme Habiter Mieux de l'ANAH en BFC de 2014 à 2020

Unité : nombre de logements
Source : Traitement CERC / Source ANAH



Nombre de logements rénovés via le programme en 2020

Bourgogne-Franche-Comté

2 413
-3,5%

Conditionné à une réduction d'au moins 25% de la consommation d'énergie et ouvert aux ménages modestes, le dispositif Habiter Mieux Sérénité permet à ceux-ci d'effectuer des travaux d'une ampleur certaine (22 676 € en moyenne).

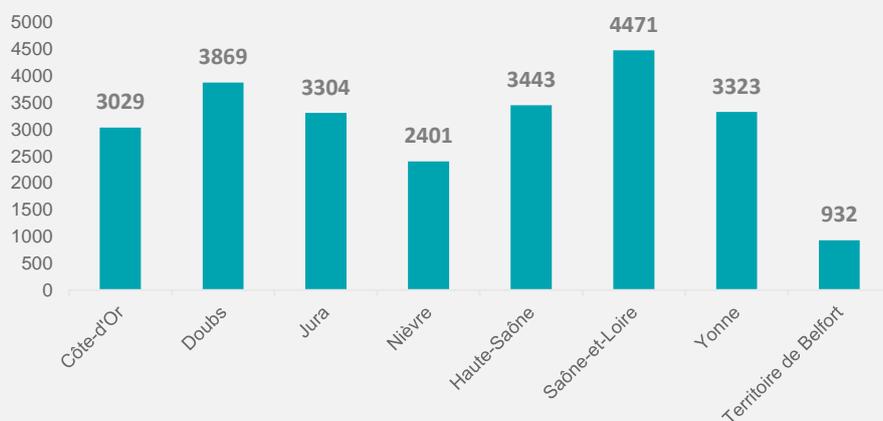
Un report du dispositif Habiter Mieux Agilité sur Ma Prime Rénov'

Remplaçant Habiter Mieux Agilité et le CITE, le dispositif Ma Prime Rénov' bénéficie dès sa sortie en 2020 d'un grand succès, sans toutefois porter préjudice au dispositif Habiter Mieux Sérénité qui vise des rénovations plus complètes (bouquets de travaux).

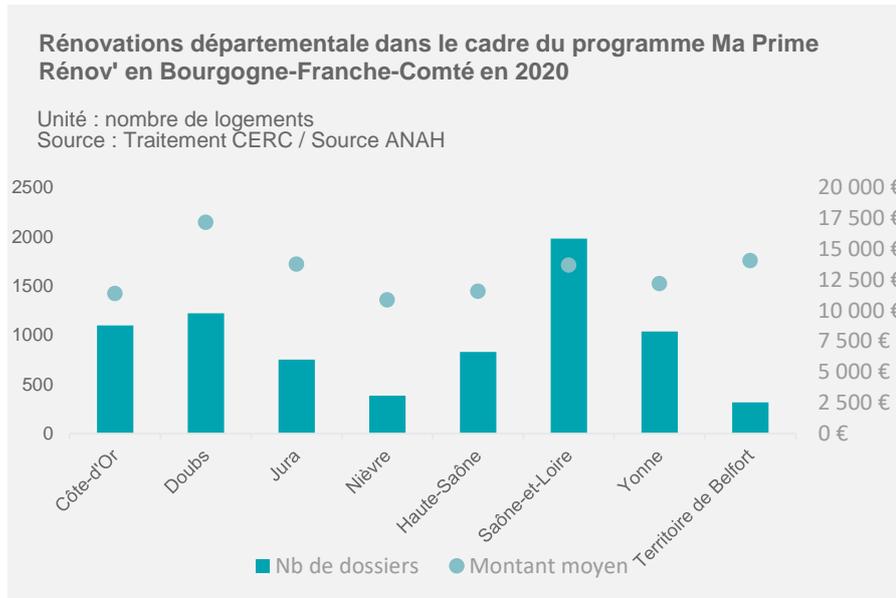
Les 587 dossiers Habiter Mieux Agilité recensés en 2020 correspondent au reliquat des dossiers restants et non engagés en 2019.

Rénovation départementale dans le cadre du programme Habiter mieux de l'ANAH en Bourgogne-Franche-Comté de 2014 à 2020

Unité : nombre de logements
Source : Traitement CERC / Source ANAH



MaPrimeRénov' : des résultats très encourageants pour le nouveau dispositif de rénovation

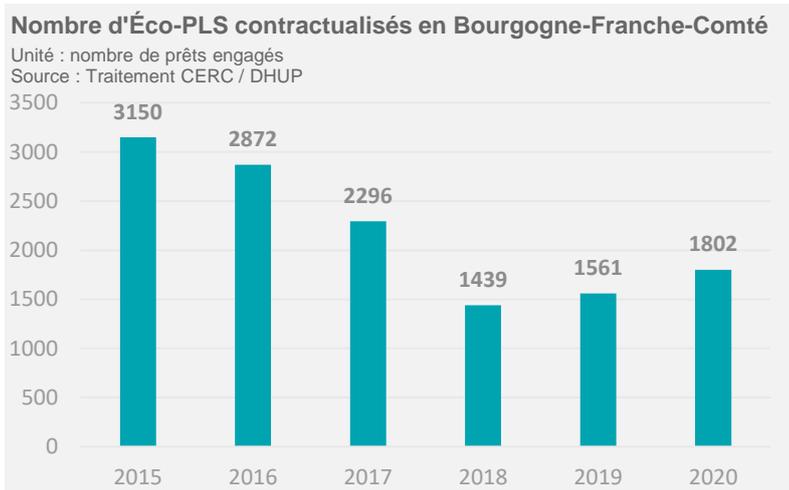


Le nouveau dispositif d'aide à la rénovation énergétique a permis d'induire plus de 100 millions d'euros de travaux en région.

7 621 dossiers engagés en 2020

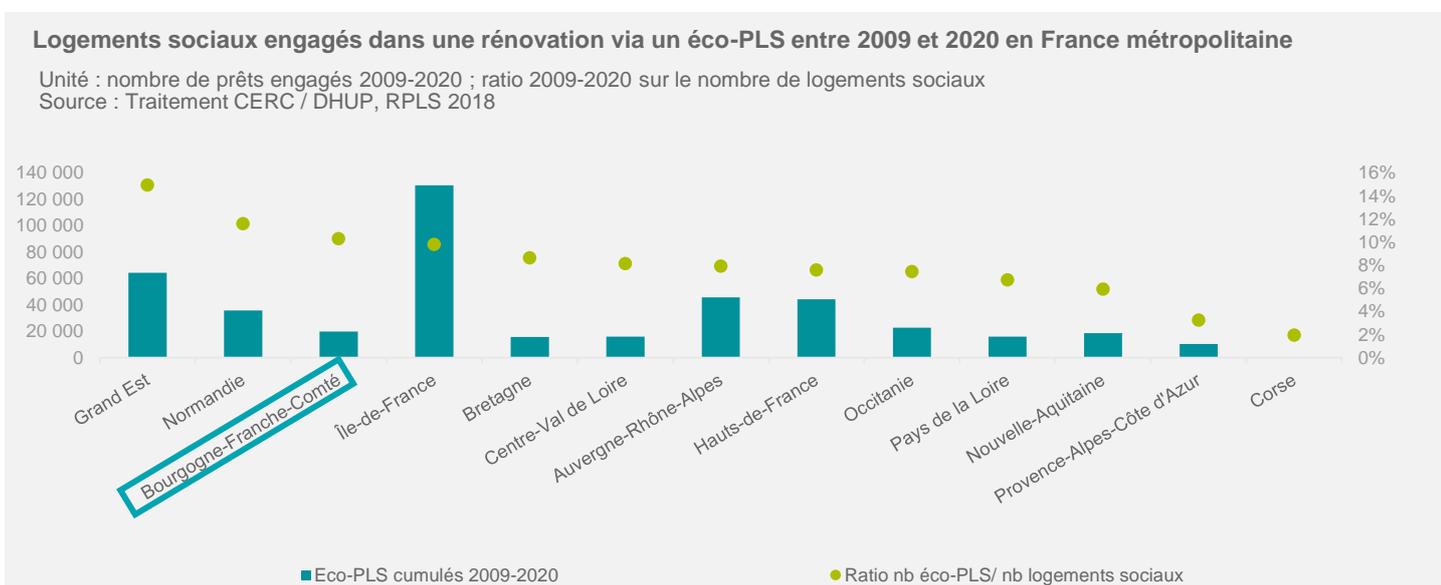
Avec une moyenne de 13 350 € de travaux par dossier, ce sont des travaux moins ambitieux qui sont favorisés par ce dispositif souvent limité à un seul geste.

Il est à noter que le montant moyen des travaux varie très sensiblement entre départements (de 10 870 € dans la Nièvre à 17 160 € dans le Doubs).



Nombre d'Éco-PLS contractualisés en 2020 (Evol. 1 an)

Région	Nombre d'Éco-PLS	Évolution (1 an)
Bourgogne-Franche-Comté	1 802	+15%
France	36 361	-7%



Une croissance continue du recours à l'Éco-PLS

L'Éco-PLS continue de progresser en 2020 avec 1 802 logements engagés, en hausse de 15% par rapport à 2019. Sur la période 2009-2020, la Bourgogne-Franche-Comté se place en troisième position des régions ayant proportionnellement le plus recours à ce dispositif grâce à une tendance inverse à celle observée au niveau national (-7%). La région Grand-Est et la Normandie mobilisent le plus ce dispositif de financement.

Sur le parc neuf, des labellisations énergétiques et environnementales concentrées sur certains territoires

Les labellisations énergétiques des logements représentent près d'un logement autorisé sur dix en 2020

Nombre de logements avec demande de labellisation énergétique > RT 2012 en 2020 (Evol. 1 an)

Bourgogne-Franche-Comté	France
1 022	40 841
+26%	-6%

Après plusieurs années consécutives de baisse, la part de logements labellisés augmente (+26%) confirmant la tendance entraperçue en 2019.

Hausse continue des les labellisations supérieures à la RT 2012

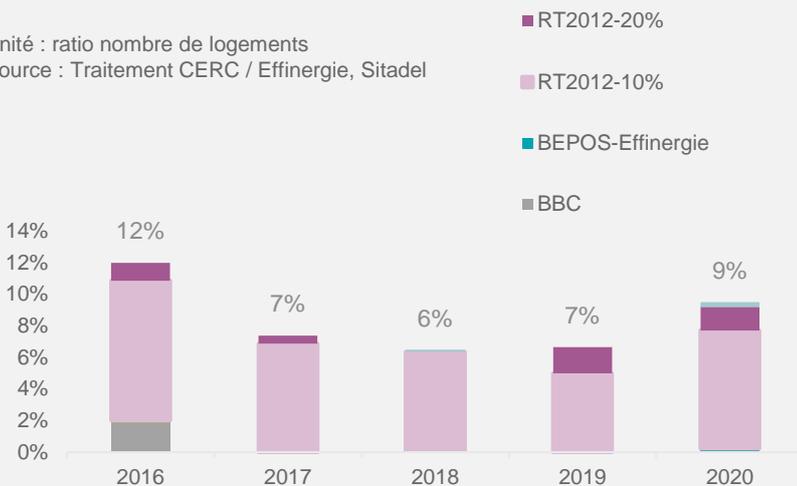
En plus des labels RT2012-10% et RT 2012-20%, ce sont 20 Bâtiments à Énergie POSitive (BEPOS) qui ont été labellisés en 2020 dans la région.

La région se place en retrait de la moyenne nationale pour les labellisations énergétiques (égale à la RT 2012 ou plus ambitieuses).

Evolution des demandes de labellisation énergétique de logements rapportées aux autorisations en Bourgogne-Franche-Comté

Unité : ratio nombre de logements

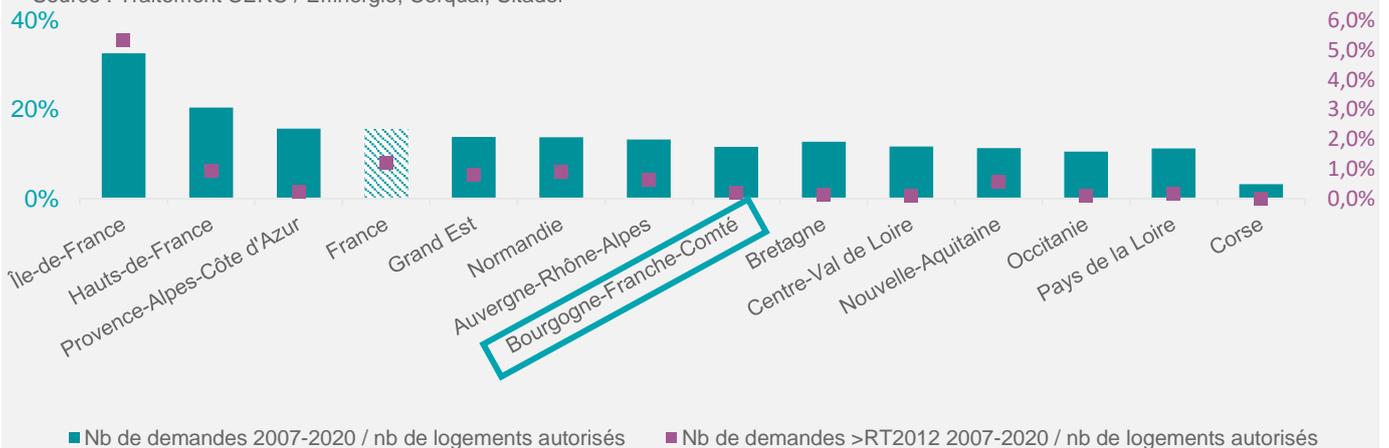
Source : Traitement CERC / Effinergie, Sitadel



Bilan des demandes de labellisations énergétiques 2007-2020 dans les logements en France

Unité : ratio nombre de logements

Source : Traitement CERC / Effinergie, Cerqual, Sitadel

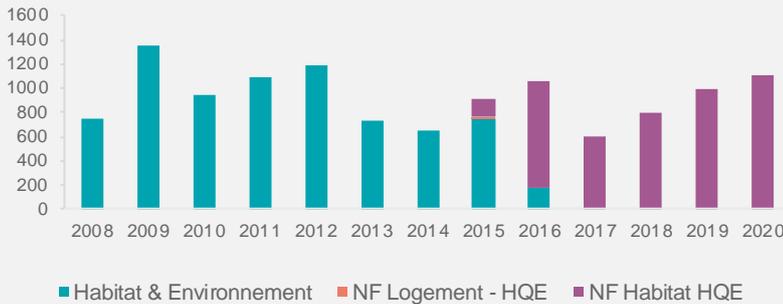


Qualité environnementale des logements neufs, une reprise constante depuis 2017

Evolution du nombre de logements engagés dans une démarche de qualité environnementale en Bourgogne-Franche-Comté

Unité : nombre de logements

Sources : Traitement CERC / CERQUAL



Nombre de logements engagés dans une démarche de qualité environnementale en 2020 (Evol. 1 an)

Bourgogne-Franche-Comté	France
1 102	64 753
+11%	+17%

Plus de 1 100 logements engagés dans une démarche NF Habitat HQE

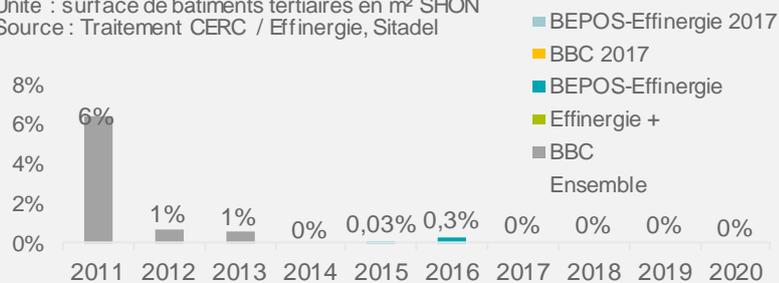
La tendance amorcée dès 2018 se confirme avec une hausse de 11% des logements engagés dans une démarche de qualité environnementale (NF Habitat HQE).

Aucune labellisation dans le tertiaire depuis 2017

Demandes de labellisation énergétique de bâtiments tertiaires rapportées aux autorisations en Bourgogne-Franche-Comté

Unité : surface de bâtiments tertiaires en m² SHON

Source : Traitement CERC / Effinergie, Sitadel



Part des bâtiments tertiaires neufs labellisés depuis 2007 par rapport à la surface autorisée

Bourgogne-Franche-Comté	France
1,1%	4,1%

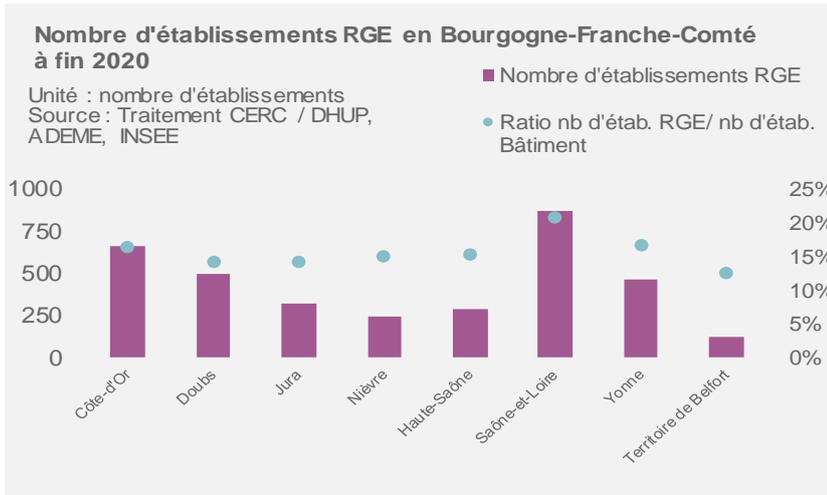
Surface de bâtiments tertiaires avec demande de labellisation énergétique vs la surface autorisée 2007-2020 en France

Unité : surface de bâtiments tertiaires en m² SHON -Source : Traitement CERC / Effinergie, Sitadel



La qualification RGE mobilise les entreprises...

Une couverture élevée en professionnels RGE



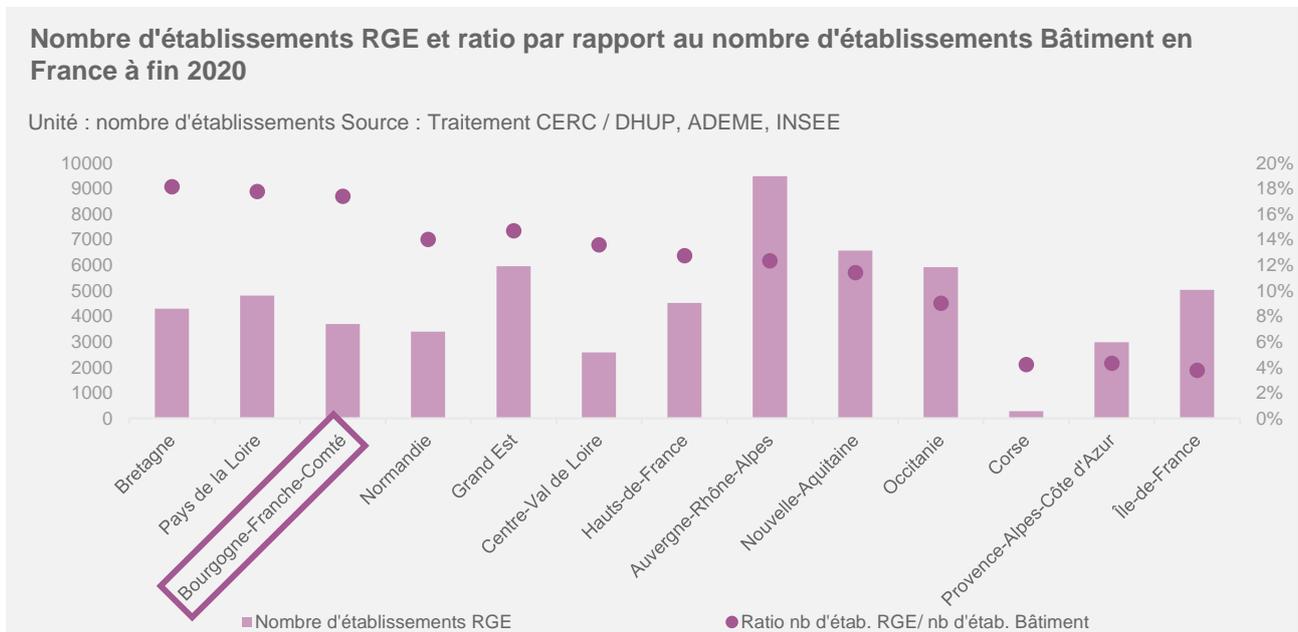
Ratio du nombre d'établissement RGE sur les établissements Bâtiment à fin 2021

Bourgogne-Franche-Comté	France
16,3%	8,8%

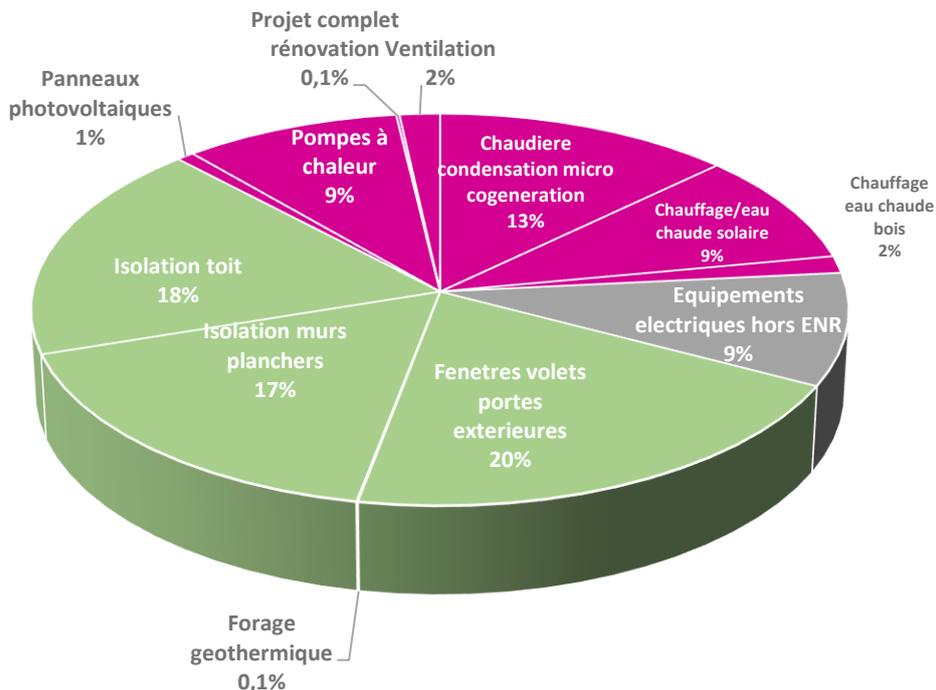
Malgré un recul du taux de labellisation (-0,6 pts en région, -0,1 pts en France), la Bourgogne-Franche-Comté reste une des régions où la labellisation RGE est la plus fréquente (3ème rang national).

Dans le Bâtiment, près d'un établissement sur six labellisé

Tous les départements connaissent un taux de labellisation bien supérieur à la moyenne nationale.



Des professionnels RGE principalement mobilisés sur les travaux d'isolation



Nombre d'établissements RGE à fin décembre 2020 (Evol. 1 an)

Bourgogne-Franche-Comté	France
3 465	55 072
-1,4%	-1,0%

Le nombre d'établissements RGE est en recul en Bourgogne-Franche-Comté avec 3 465 établissements labellisés à fin 2019 (-1,4% sur un an).

Une offre quasi-stable

La répartition des labels RGE est similaire aux actions réalisées avec un accent sur l'isolation et le remplacement des moyens de chauffage. La hausse des labels RGE concernant les pompes à chaleur et le photovoltaïque est à noter.

NB : Une entreprise peut posséder plusieurs labels (signes) RGE dans des domaines de travaux différents

Répartition des domaines de travaux regroupés à fin décembre 2020

Unité : domaine de travaux
Sources : DHUP, ADEME



Répartition des domaines de travaux à fin novembre 2020 (evol. 1 an)

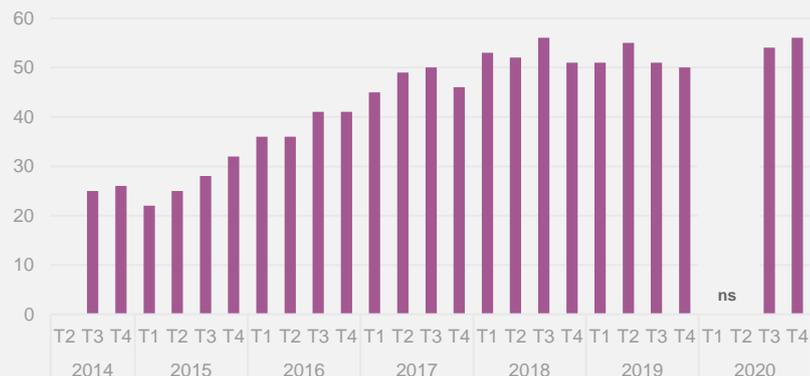
Unité : domaine de travaux
Source : DHUP

Chaudière condensation micro cogénération	1 004	+6%
Chauffage chaude solaire	716	+5%
Chauffage eau chaude bois	110	=
Equipements électriques hors ENR	724	+4,5%
Fenêtres volets portes extérieures	1 580	+3,2%
Forage géothermique	3	=
Isolation murs planchers	1 322	+8%
Isolation toit	1 410	+6%
Panneaux photovoltaïques	60	+36%
Pompes à chaleur	732	+20,5%
Projet complet rénovation	11	- 1 entreprise
Ventilation	136	=

Le nombre de maîtres d'œuvre RGE en progression

Evolution du nombre de bureaux d'études/économistes RGE en Bourgogne-Franche-Comté

Unité : nombre d'établissements
 Source : Traitement CERC / Certivea, OPQTECC, OPQIBI



Nombre de bureaux d'études/économistes RGE à fin 2020

Bourgogne-Franche-Comté	France
56	1 663
+12%	+10,6%

Hausse du nombre de maîtres d'œuvre RGE

Le nombre de bureaux d'études ou d'économistes RGE augmente en 2020 avec 6 établissements supplémentaires par rapport à fin 2019.

CITE : Crédit d'Impôt Transition Énergétique (anciennement Crédit d'Impôt Développement Durable), ce dispositif propose une aide financière sous la forme d'un crédit d'impôt aux propriétaires occupants et aux locataires réalisant des travaux de rénovation énergétique dans leur résidence principale.

Éco-PTZ : Éco-Prêt à Taux Zéro, sous la forme d'un prêt à taux nul aidé par l'État et accordé par les banques, ce dispositif est destiné aux propriétaires occupants et aux locataires réalisant un bouquet d'action de travaux de rénovation énergétique dans leur résidence principale.

Habiter Mieux : Programme piloté par l'ANAH permettant aux ménages modestes et aux propriétaires bailleurs de réaliser des travaux de rénovation énergétique en prenant en charge une partie du montant des travaux (35 à 50%) et en fournissant un accompagnement personnalisé.

FEEBAT : Le dispositif FEE Bat consiste à proposer des modules de formations aux économies d'énergie dans la rénovation thermique des logements, bénéficiant de conditions financières avantageuses grâce à un apport financier d'EDF, via les Certificats d'économie d'énergie. Ils sont dispensés sur l'ensemble du territoire par des organismes de formation habilités.

Éco-PLS : Éco-Prêt Logement Social, principal dispositif incitatif à destination de la rénovation énergétique du parc social permettant aux bailleurs sociaux de bénéficier d'un prêt à des taux avantageux pour financer des travaux de rénovation énergétique.

BBC : Bâtiment Basse Consommation, label visant à identifier les bâtiments neufs avec des besoins énergétiques inférieurs à 50 kWh d'énergie primaire par m² et par an. Ce label n'est plus délivrable pour les permis de construire déposés après le 31 décembre 2012.

Effinergie + : Label mis en place par Effinergie après l'entrée en application de la RT2012 certifiant notamment la mobilisation des occupants sur les consommations d'énergie, des consommations d'énergie plus faibles (<40kWh/m²/an) et le développement de la production locale d'énergie renouvelable.

BEPOS - Effinergie : Bâtiment Énergie POSitive, label applicable aux bâtiments produisant plus d'énergie qu'ils n'en consomment.

RT2012 : Réglementation Thermique 2012, appliquée aux bâtiments dont le permis de construire a été déposé après le 31 décembre 2012 (28 octobre 2011 pour certains types de locaux ou d'habitations). Cette réglementation reprend notamment le niveau maximum de consommation d'énergie du label BBC.

Cerqual H&E : Habitat et Environnement, certification assurant notamment une consommation d'énergie, une consommation d'eau moins importante et une bonne qualité de l'air intérieur.

Cerqual NFHQE : Norme Française Haute Qualité Environnementale, certification relativement similaire à la certification Habitat et Environnement assurant un respect de l'environnement global.

RGE : Reconnu Garant de l'Environnement, marque destinée aux entreprises permettant à leurs clients de bénéficier du CITE. Cette marque est déclinée en plusieurs signes correspondant aux différents domaines de travaux.

Euros courants : Par opposition aux euros constants, l'impact de l'évolution des prix n'a pas été corrigé pour les indicateurs en euros courants.

AVEC LE CONCOURS...

DES MEMBRES DE LA CERC :



ET DES MEMBRES DU GIE RÉSEAU DES CERC :



CERC BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

06 76 17 01 01 | contact@cerc-bfc.fr

Site régional : cerc-bfc.fr | site national : www.cerc-actu.com

